COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 20 janvier 2012
(convocation du 9 janvier 2012)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt Janvier Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. EGRON Jean-François, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel
M. BENOIT Jean-Jacques à M. DUBOS Gérard
M. GAUTE Jean-Michel à M. GAÜZERE Jean-Marc
M. OLIVIER Michel à Mme ISTE Michèle
Mme LACUEY Conchita à M. COUTURIER Jean-Louis
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain jusqu'à 11 h 20
M. MAURRAS Franck à M. LAGOFUN Gérard
M. SOUBABERE Pierre à M. HERITIE Michel
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme DELATTRE Nathalie jusqu'à 10 h 35
M. DELAUX Stéphan à M. DAVID Jean-Louis
Mlle DELTIMPLE Nathalie à M. MOULINIER Maxime
M. DUPOUY Alain à M. DUCASSOU Dominique

Mlle EL KHADIR Samira à M. GUILLEMOTEAU Patrick
Mme FOURCADE Paulette à M. TOUZEAU Jean
M. GALAN Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. MILLET Thierry
Mme MELLIER Claude à M. PENEL Gilles
M. MOGA Alain à M. SOLARI Joël
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
M. PEREZ Jean-Michel à Mme DIEZ Martine jusqu'à 10 h 30
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. ROBERT Fabien à Mme FAYET Véronique à partir de 10 h 30
M. SENE Malick à M. DAVID Alain
M. SIBE Maxime à Mme TOUTON Elisabeth

LA SEANCE EST OUVERTE

**Blanquefort - Contribution au financement d'une Maîtrise d'Ouvrage Urbaine
et Sociale (phase 1) en vue de la résorption de sites d'habitat précaire et
insalubre
Décision - Autorisation**

Madame FAYET présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Depuis 2004, la commune de Blanquefort mène des actions visant à résorber l'habitat précaire et insalubre présent sur son territoire.

La Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale lancée sur le secteur du Petit Lacanau a permis de construire une trentaine de logements adaptés et de droit commun, destinés à reloger des familles de la communauté des gens du voyage présentes sur ce secteur depuis de nombreuses années.

Pour autant, il reste encore des zones d'insalubrité où vivent des familles sédentarisées dans des conditions précaires.

La commune de Blanquefort a souhaité poursuivre ses efforts en matière de résorption de ces espaces d'habitat insalubre, en lançant une nouvelle MOUS, par délibération de son conseil municipal en date du 27 juin 2011.

Le pré diagnostic a permis d'identifier 3 sites à traiter : le Queyron, la rue des Gravières et le chemin Palus.

L'objectif visé par la mise en place de la MOUS est d'améliorer la situation sur ces trois sites sur les volets :

- social et humain en favorisant une meilleure insertion sociale et professionnelle par la requalification de l'habitat,
- urbain en mettant fin aux occupations illégales de terrains et en anticipant les risques de nouvelles implantations,
- environnemental en supprimant toutes les casses et dépôts de ferraille, les décharges sauvages, etc....

D'un point de vue communautaire, le Programme Local de l'Habitat, dans son thème N°9 « Accueillir les gens du voyage » donne des objectifs généraux d'accompagnement des processus de sédentarisation et de résorption des situations d'habitat précaire et insalubre. La MOUS lancée par la commune de Blanquefort contribue à cet objectif.

De plus, le règlement d'intervention communautaire relatif à l'habitat prévoit une aide financière pour ce type d'étude dont le montant s'élève à 30 % du coût de l'étude (hors aide de l'Etat).

La commune de Blanquefort sollicite, à ce titre, une participation communautaire au financement de la MOUS qui s'articulera en deux temps :

- **1^{ère} phase** : actualisation du diagnostic et élaboration d'un pré programme de relogement site par site, d'une durée de 6 mois. Le coût de cette première phase est de 20.300 € HT, soit 24 278, 80 € TTC.
- **2^{ème} phase** : assurer le suivi de la mise en œuvre du programme validé par le Comité de pilotage et accompagnement des familles au relogement. D'une durée de 3 ans, son coût est de 76 150 € HT, soit 91 075, 40 € TTC.

La participation financière de la Communauté Urbaine de Bordeaux pour la première phase s'élèverait, comme prévu dans le règlement d'Intervention relatif à l'habitat, à 4.590 euros, dans le cadre du plan de financement ci-après :

	Dépenses		Recettes
Montant de la prestation :		Subventions :	
HT	20 300, 00 €	- Etat	5 000, 00 €
TVA	3 978, 80 €	- Conseil Général 10 % HT)	2 030, 00 €
		- CUB (30 % HT hors subv Etat)	4 590, 00 €
		Participation commune	12 658, 80 €
Total	24 278, 80 €	Total	24 278, 80 €

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU la délibération communautaire n°2011-1186 du 14 /12/2011 approuvant le PLH
VU la délibération communautaire n°2003-0133 du 28 /02/2003 approuvant le PLH
VU la délibération communautaire n°2007-0545 du 13/07 /2007 approuvant le PLH
VU la délibération du Conseil Municipal de Blanquefort du 27 juin 2011
Vu le règlement d'intervention communautaire relatif à l'habitat,

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT que la MOUS lancée par la commune de Blanquefort contribue à l'atteinte des objectifs du PLH communautaire en matière de résorption des sites d'habitat insalubre, et selon l'application du règlement d'intervention relatif à l'habitat de la CUB,

DECIDE

Article 1 :

La Communauté Urbaine de Bordeaux apportera une aide au financement de la Maîtrise d'Ouvrage Urbaine et Sociale – Phase 1 – lancée par la commune de Blanquefort sur les sites du Queyron, de la rue des Gravières et du Chemin Palus, en application du RIHPV communautaire, pour un montant de 4 590 € sur le budget 2012, Chapitre 24, Article 204141, S/Fonction 5240, CRB UE00, Prog. HD04.

Article 2 :

Monsieur le Président est autorisé à signer avec la commune la convention ci-annexée, fixant les modalités de versement de la participation financière communautaire.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 20 janvier 2012,

Pour expédition conforme,
par délégation,
la Vice-Présidente,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
1 FÉVRIER 2012**

PUBLIÉ LE : 1 FÉVRIER 2012

Mme. VÉRONIQUE FAYET